



environ 100000 personnes vivent dans les zones rurales et semi-rurales de l'Amérique latine et du Caraïbe. Ces zones sont généralement très pauvres et ont un taux de chômage élevé. Les agriculteurs sont souvent pauvres et dépendent de l'agriculture pour leur survie.

Seul le texte prononcé fait foi

64^{ème} session de l'Assemblée générale

54ème session de la Commission de la condition de la femme

Bilan de l'application du Plan d'action de Beijing (1995) et du texte adopté à l'issue de la 54^e session session extraordinaire de l'Assemblée générale

Déclaration prononcée par

Patricia Schulz

Cheffe de la Délegation suisse

Check against delivery

64th Session of the General Assembly

54th Session of the Commission on the Status of Women

15-year review of the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action (1995) and outcome of the third special session of the General Assembly

Statement by

Patricia Schulz
Head of Swiss Delegation

New York, le 8 mai 2010

Monsieur le Président,
Academus, Messieurs,

La Suisse remercie la Commission de l'organisation de cette troisième rencontre mondiale sur les politiques pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle nous rappelle l'importance de renouveler l'engagement vécus en 1995. Cela est indispensable car les femmes continuent à être discriminées même si des progrès importants ont été atteints.

Monsieur le Président,

Quel que soit le plan national, pourvu qu'il soit l'égalité entre les chances faites dans l'intégration scolaire, l'insertion professionnelle et universitaire est la condition de l'égalité et de l'autonomie. C'est pourquoi nous avons mis en place une politique nationale visant à éliminer les discriminations et à garantir dans tous les domaines de la vie quotidienne l'égalité des chances. Nous nous sommes engagés à doubler la proportion de femmes dans les professions « de l'avenir » (70,5% en 2010) reste à faire, mais nous sommes entrés dans une dynamique favorable : la cible est de 25% en 2012.

Il existe de nombreux projets novateurs en matière d'égalité salariale.

Nous avons développé un logiciel nommé « LOGIB », qui permet aux entreprises de suivre leur évolution, par secteur d'activité, sur leur système salarial. De nombreuses entreprises et administrations utilisent cet outil. Plusieurs autres pays sont intéressés à l'adapter.

Ensuite, la Suisse soutient un « Dialogue sur l'égalité des salaires » avec les organisations syndicales et syndicale au niveau national. Son but est d'éliminer dans la discrimination salariale en mettant les entreprises à l'abri d'un autocontrôle volontaire de leur politique salariale avec le logiciel Logib et à éliminer les discriminations le cas échéant.

Notre action mondiale très actif des subventions, qui financent des projets novateurs de promotion de l'égalité dans la vie professionnelle lancés par des organisations de femmes, des syndicats ou d'autres groupements.

Monsieur le Président,

Dans la lutte contre la violence conjugale, la Suisse a fait des progrès importants. Au niveau législatif, nous avons renforcé nos lois et nos moyens d'action, en introduisant la punissabilité d'office des actes de violence commis dans les couples mariés ou non, hétérosexuels ou homosexuels. La loi prévoit la dissolution du partenariat violent en domicile et nous avons amélioré la saisie de statistiques. Malheureusement, malgré ces efforts, le grand défi demeure celui de l'application. Si la police est maintenant formée à intervenir en cas de violence domestique, ce n'est pas encore le cas de tous les autres personnels concernés, comme les médecins et les juges. L'Organisation Internationale de la Francophonie a rédigé un rapport d'orientation engagé sur les violences faites aux femmes, comme nous l'avons vu à cette occasion de la CSW.

II.

La Suisse s'engage à maintenir et, dans la mesure du possible, à renforcer son engagement pour la mise en œuvre de la Déclaration et de la Plate-forme d'action de Beijing, de l'ONU. Il convient d'agir dans tous les domaines où il y a discrimination à l'égard des femmes. Elles doivent être au centre pour le Développement.

La Suisse contribue à la maintenance et à l'augmentation de la dimension de paix dans tous ses programmes d'aide au développement, de promotion de la paix et de protection des droits humaines. Dans l'aide bilatérale, elle contribue à une meilleure intégration régionale dans les processus de prise de décisions sur le niveau local. Elle soutient plusieurs initiatives pour l'amélioration de la sécurité et la réconciliation, très remontées au niveau national de manière générale, et qui sont en cours de développement. Dans le cadre d'un programme pour la paix et la sécurité en Afrique, la Suisse soutient des projets dans diverses régions du continent. Depuis 2007, en pratique une budgétisation sensible au genre pour les dépenses dans la politique de promotion de la paix, de la sécurité humaine et des droits humains ainsi que dans la sécurité publique, a été mise en place.

三

Maintenue Presse

la Suisse poursuivra ses efforts et veut en particulier éviter que la crise économique et financière aggrave les inégalités entre femmes et hommes. Elle y verra également l'outil crucial des femmes dans la sécurité alimentaire, et soutient les familles, les femmes familiales ainsi que la promotion de la paix. Par conséquent, la Suisse souhaite accueillir la révolution mondiale... entité composite qui permettra aux Nations Unies de contribuer de manière plus efficace à l'égalité entre les sexes et à l'autonomisation féminine en tant qu'Etat membre. La Suisse s'engage en faveur d'une adoption rapide de cette réforme.

Je vous remercie de votre attention.

Mr President,
Ladies and Gentlemen,

Switzerland would like to thank the Commission for organizing its third international meeting since the Beijing Conference. It is an opportunity to review the progress and commitment generated in 2005 which we consider to be essential because even though much progress has been made, women still suffer discrimination.

Mr President,

I.

My government equality of opportunity in schools and vocational and university education is the precondition for equality and independence. This is why at the breakaway we have strengthened mechanisms to ensure equality throughout higher education and research. The programme **Equal Opportunity between men and women in universities** has led to a doubling of the proportion of female professors, from 7 to 14%. The figure is still too low but we are moving in the right direction: the target figure is 25% by 2012.

The last few years have been characterised by innovative strategies and projects regarding equal salaries.

With the help of a software application developed by the Swiss Confederation, companies with more than 50 employees can check easily and on their own initiative whether or not their salary structures are equal. Many enterprises and administrations are now using this tool efficiently. Germany, and I think France, have already developed their own versions of the software. Other countries are interested in adopting it.

The Swiss Confederation is also supporting a **pledge on equal salaries**, involving employers, trade unions and trade unions at national level. The aim is to eliminate wage discrimination between men and women by encouraging enterprises to carry out voluntary self-assessments of their wage policies using a guide to eliminate discrimination if appropriate.

The subsidies to finance innovative projects to promote equality in the workplace launched by women's organizations, foundations, trade unions and other groups have had very positive results.

Mr President,

Switzerland has made good progress in combating domestic violence. We have legislated to strengthen our means of action by making acts of violence committed within couples automatically punishable, whether the persons concerned are married or not, heterosexual or homosexual. Our law also provides for the expulsion of the violent partner from the shared home and protects him or her from continuing victimisation. We have improved our statistical recording of instances of violence which will enable us to target preventive measures more accurately. The next challenge remains that of implementation. Although the police are now better able to intervene in cases of domestic violence, this is not yet true of all the other personnel involved, such as doctors, judges and the social services, etc. "L'Organisation internationale de la Francophonie" has signed a strong declaration addressing the issue of violence against women as an important contribution to this session of the CSW.

II.

Switzerland is determined to do what is possible, increasing its commitment to the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action, the Convention on the Rights of the Child and the Millennium Development Goals.

Especially mainstreaming the gender dimension in all its programmes, including its environmental and energy policy, its promotion and human security policy. In its bilateral development cooperation, Switzerland is represented by the

of women in decision-making processes at the local, national, international and global levels. Switzerland has initiated a programme to improve female reproductive health. At the multilateral level it has been involved in the UN Women's Global Study on Violence against Women and the UN Trust to End Violence against Women. In the framework of its commitment to implement resolution 1325, Switzerland is supporting projects in various countries; it is in the process of drafting its second national action plan. Since 2007 Switzerland has integrated the gender perspective into its budgetary policies, as well as in both bilateral and multilateral cooperation.

III.

Mr President,

Switzerland will pursue these efforts, and in particular it is determined not to let the economic and financial crises widen inequalities between women and men. It will continue to stress the crucial role of women in ensuring food security and providing family support, as well as in situations of armed conflict and activities to promote peace. This is why Switzerland actively supports the creation of the new Composite Gender Entity that will enable the United Nations to contribute more effectively to equality between men and women, in close collaboration with the member States. Switzerland is committed to a rapid adoption of this reform.

Thank you for your attention.

